

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/KGZ/36

7 octobre 1999

(99-4220)

Original: anglais

## ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

### Communication de la République kirghize

#### *Libéralisation du régime de visa*

La Mission permanente de la République kirghize a fait parvenir au Secrétariat le décret du Président de la République sur la libéralisation du régime de visa pour les ressortissants étrangers et des prescriptions en matière de sortie des ressortissants kirghizes, en date du 2 août 1999, reproduit ci-après.

#### Mesures concernant la libéralisation du régime de visa pour les ressortissants étrangers et des prescriptions en matière de sortie des ressortissants de la République kirghize

Pour faire en sorte de simplifier le régime d'entrée et de sortie, ainsi que le séjour des ressortissants étrangers dans la République kirghize, d'instaurer des conditions favorables pour attirer les investisseurs étrangers et de permettre aux ressortissants kirghizes de se rendre librement à l'étranger conformément à la Constitution de la République kirghize, il a été décidé ce qui suit:

1. Mettre en œuvre progressivement un régime d'entrée sans visa pour les ressortissants des pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce qui souhaitent se rendre dans la République kirghize, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000.
2. Abolir les prescriptions en matière de visa de sortie pour les ressortissants de la République kirghize à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1999.
3. À la date du 1<sup>er</sup> octobre 1999 au plus tard:

- Le Ministère des affaires étrangères de la République kirghize:

préparera le calendrier de la mise en œuvre progressive du régime d'entrée sans visa pour les ressortissants des pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce;

conformément à la décision arrêtée de présenter au gouvernement de la République kirghize des propositions en vue d'améliorer et de simplifier le traitement des formalités de visa pour les ressortissants étrangers, en particulier pour les investisseurs éventuels, jusqu'à ce que soit réglée la question de la mise en œuvre progressive du régime sans visa pour les ressortissants des pays Membres de l'Organisation mondiale du commerce.

./.

- Le Ministère de la défense nationale, le Ministère des affaires intérieures, le Ministère des affaires étrangères de la République kirghize:  
  
présenteront des propositions au gouvernement de la République kirghize pour la création d'un réseau de renseignements interministériel commun, aux points de contrôle à l'entrée de la République kirghize, afin d'effectuer les contrôles d'entrée, de séjour et de sortie des ressortissants étrangers.
  - Le Ministère de la défense nationale, l'administration chargée de l'inspection en douane relevant du Ministère des finances de la République kirghize:  
  
présenteront des propositions pour améliorer le contrôle aux frontières et le contrôle douanier conformément à la décision arrêtée.
  - Le Ministère des affaires intérieures de la République kirghize:  
  
prendra des mesures pour garantir la sécurité des ressortissants étrangers sur le territoire de la République.
  - Le Comité d'État des investissements étrangers et du développement économique de la République kirghize, l'Institut d'État des sports et du tourisme du gouvernement de la République kirghize, conjointement avec la compagnie aérienne nationale en association "Kyrgyzstan Aba Joldory":  
  
mettront en place un centre de service et de conseil pour les ressortissants étrangers à l'aéroport "Manas".
  - Le Ministère des affaires intérieures de la République kirghize:  
  
conduira les travaux préparatoires pour l'abolition des prescriptions en matière de visa de sortie pour les ressortissants de la République kirghize;  
  
présentera des propositions pour améliorer le système d'enregistrement des ressortissants étrangers sur le territoire de la République kirghize.
4. Le gouvernement de la République kirghize présentera, au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 1999, des propositions en vue de l'adoption d'amendements et de modifications de la législation existante de la République kirghize, sur la base des propositions des ministères et des administrations.
5. Le service de la police extérieure du Cabinet du Président de la République kirghize sera autorisé à exercer un contrôle sur la mise en œuvre du présent décret.

Le Président de la République kirghize

A. Akayev

Bishkek, Maison du gouvernement  
2 août 1999  
N195

---